GENEVE — Année XXX - N° 793 - Samedi 5 Avril 1930

LE RÉVEIL ANARCHISTE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
Le Réveil, N° I. 4662. Genève

Premier Mai

Notre numéro du Premier Mai paraîtra avec plusieurs illustrations. Nous prions les camarades en vue de la grosse dépense que nous aurons à faire de ne pas laisser augmenter le déficit actuel. Qu'ils se hâtent aussi de nous faire leurs commandes, afin que nous puissions fixer le chiffre du tirage.

Nous rappelons avoir en dépôt une certaine quantité de volumes, brochures, cartes postales, lithographies, dont l'écoulement doit être particulièrement recherché le Premier Mai.

Responsabilité collective

—o—

Entre anarchistes, nous croyons qu'il ne saurait être question que de responsabilité individuelle, et d'ailleurs ceux de nos camarades qui ont parlé de la responsabilité collective n'avaient jamais précisé comment ils la comprenaient.

Toutefois, dans le dernier numéro du *Libertaire*, nous lisons ces lignes :

...qu'il s'agisse de la période prérévolutionnaire ou révolutionnaire, il nous paraît indispensable d'admettre à la base de notre organisation anarchiste le principe de responsabilité collective qui pourrait se résumer ainsi: action coordonnée — éléments sûrs — influence efficace.

Franchement, il nous est arrivé de coordonner notre action avec d'autres camarades, chacun ayant à cœur d'y apporter la meilleure contribution possible, par un sentiment de responsabilité bien individuelle, par une saine émulation entre coassociés, par le désir d'un succès aussi grand que possible. Tout cela est nettement personnel. La solidarité, elle-même, ce qu'on peut se figurer de plus collectif par définition, en réalité n'existe qu'en tant qu'elle est d'abord fortement ressentie par chaque individu pris isolément.

Les éléments ne deviennent pas sûrs en raison d'une discipline rigoureuse qui leur serait imposée, mais par le fait de s'être bien assimilé nos principes et par leur droiture personnelle. Or, celui qui vient au milieu de nous en curieux d'abord et que nous n'arrivons pas à convaincre de la possibilité de l'anarchie s'en va de lui-même, souvent parce que nous ne savons pas adapter nos idées à la compréhension du grand nombre. S'il y vient, au contraire, en malhonnête ou en brouillon, il n'est pas difficile de s'en apercevoir, mais en ce cas il est de beaucoup préférable que ce ne soit pas un comité qui prononce son exclusion, mais que tous les camarades lui disent ouvertement que sa place n'est pas avec nous.

Enfin, l'influence d'un groupement est d'autant plus efficace que chacun de ses membres sait l'exercer personnellement et partout autour de lui. Or, il est bon, nous disons nécessaire même, qu'à nos idées nous donnions plus qu'une tournure, que nous les exposions aux plus différents points de vue, au lieu de les confiner dans des formules identiques à répéter par tous. L'ensemble des idées anarchiques sont assez bien définies pour n'avoir pas à craindre de contradictions. Certes il y a toujours place pour des confusionnistes et des fous aussi, mais il en est ainsi chez les différentes églises qui pourtant un crédo imposé.

Il ne faudrait pas retomber dans l'erreur de beaucoup de tout sacrifier à l'idée d'attacher solidement les camarades à une organisation. Cela se comprend chez les autoritaires, auxquels il importe avant tout de garder sous leur direction le plus grand nombre de suiveurs. Mais pour nous l'organisation est conseillée essentiellement par la volonté de faire de chacun, volonté qui trouve plus de possibilités de s'appliquer par l'union. Nous connaissons des syndicats de milliers de membres n'ayant que deux ou trois réunions par année et dont l'activité se borne à payer des cotisations plutôt élevées. La besogne se fait exclusivement par un petit comité et quelques fonctionnaires. Pour ne réunir que la moitié ou le tiers des syndiqués aux rarissimes assemblées, il a fallu instituer des amendes pour les absents Ce n'est certes pas à cela que personne de nous veut aboutir.

Nous ne manquons d'une organisation sérieuse que parce que nous manquons de nombreux camarades actifs, la plupart des nôtres étant aussi des passifs. Naturellement ils prétendent qu'*ils sont toujours un peu là*, mais en réalité dans l'isolement la presque totalité ne fait rien, et aux moments décisifs ils risquent fort d'arriver en retard. Chacun qui veut s'adonner à une besogne ne peut que chercher tout d'abord ceux qui voudront l'aider, en partager les charges et les risques, en assurer le succès par plus de moyens et de forces. Plus l'action conçue est grande et plus naturellement il y faudra de collaborateurs. La formule de responsabilité collective, à part qu'elle contredit formellement l'un des principes essentiels de l'anarchisme, car elle ne peut répondre qu'à des décisions et des actions *imposées*, ne nous dit rien qui vaille et n'apporte aucun remède au mal réel de l'apathie qui paraît régner même parmi beaucoup de ceux qui n'ont cessé de se dire anarchistes.

Vouloir faire, c'est vouloir s'organiser et étendre toujours plus l'organisation. Tout est promis, parce que permis aux hommes de bonne volonté.

Boycottons La Suisse

journal fasciste

Un document intéressant

—o—

Nous donnons ci-après le programme des bolchevistes, tel qu'il a paru dans le numéro de janvier 1918 de la revue *demain*, de Guilbeaux. Il est vrai que ce dernier a fini par être débarqué comme correspondant de l'*Humanité* à Berlin, il y a déjà quelque temps, sans lui payer son traitement et ses frais arriérés, probablement parce qu'il s'est permis d'exprimer un avis pas entièrement orthodoxe ou de tenir des propos qui l'ont fait dénoncer comme n'étant plus « dans la ligne ». Mais Guilbeaux n'en a pas moins été un bolcheviste de la première heure et un ami de Lénine. Sa disgrâce comme celle de tous ses pareils, nous réjouit, nous le disons franchement, car il est bon que tous ceux qui estiment ezcellent l'absolutisme dictatorial pour les autres s'en trouvent frappés à leur tour.

Chacun remarquera que les bolchevistes qui, à présent, se montrent particulièrement furieux contre les social-démocrates du monde entier, à ce moment-là ne dénommaient pas autrement leur propre parti et ne parlaient nullement de communisme. Mais renvoyons nos commentaires après avoir donné le programme en son entier, y compris ses assommantes divagations marxistes.

—

Nous sommes heureux de donner intégralement le nouveau programme du P. S. D. O. de Russie, dont Lénine a commencé l'application. Le programme a été revisé au dernier congrès du Parti; les nouveaux paragraphes (principalement ceux qui sont relatifs à l'instruction populaire) ont été rédigés par le camarade Lénine et la camarade N. Kroupsky. La traduction que nous publions a été faite par notre collaborateur W. Kalinine. Les paragraphes nouveaux sont en italique.

Le développement de l'échange a établi entre tous les peuples civilisés une liaison si étroite que le grand mouvement libérateur du prolétariat devait devenir — et est devenu depuis longtemps international.

En se considérant comme un des détachements de l'armée mondiale du prolétariat, la social-démocratie de Russie poursuit le même but final que les social-démocrates de tous les autres pays. Ce but final est défini par le caractère de la société bourgeoise contemporaine et par la marche de son développement. La particularité principale de cette société est la production de produits sur la base des conditions capitalistes de production sous lesquelles la plus grande et la plus importante partie des moyens de production et de circulation des produits appartiennent à une classe de personnes numériquement petite, tandis que l'énorme majorité de la population est composée des prolétaires et demi-prolétaires qui sont forcés à cause de leur situation économique, de vendre constamment ou périodiquement leurs forces de travail, c'est-à-dire d'entrer comme salariés chez les capitalistes s'élargit de plus en plus au fur et à l'obligation de créer les revenus des hautes classes de la société.

La sphère de la domination des capitalistes s'élargit de plus en plus au fur et mesure que l'amélioration constante de la technique en augmentant l'importance économique des grandes entreprises, provoque la dispariiton des petits producteurs indépendants, faisant d'une partie d'entre eux des prolétaires ou diminuant le rôle de l'autre partie dans la vie économique et sociale, les mettant en outre sous la dépendance plus ou moins complète, plus ou moins évidente, plus ou moins pesante du capital.

Le même progrès technique donne aux capitalistes la possibilité toujours plus grande d'utiliser le travail des femmes et des enfants dans le processus de la production et de la circulation des produits. Et comme ce progrès provoque, d'autre part, la diminution relative du besoin qu'ont les capitalistes du travail vivant des ouvriers, la demande des forces de travail reste nécessairement au-dessous de son offre — d'où résultent l'augmentation de la soumission du salariat au capital et l'élévation du degré de son exploitation.

Une telle situation à l'intérieur des Etats bourgeois et la concurrence de ceux-ci sur le marché mondial devenant toujours plus aiguë, rendent de plus en plus difficile l'écoulement des denrées qu'on produit en quantités toujours plus grandes. La surproduction qui se fait sentir dans les crises industrielles plus ou moins graves, suivies par les périodes plus ou moins longues de stagnation industrielle, est le résultat inévitable du développement des forces productives dans la société bourgeoise. Les crises et les périodes de stagnation industrielle à leur tour ruinent encore plus les petits producteurs, augmentent encore davantage la soumission du salariat au capital, provoquent encore plus rapidement l'aggravation relative et parfois absolue de la situation de la classe ouvrière.

Ainsi l'amélioration de la technique qui signifie l'augmentation de la productivité du travail et celle de la richesse sociale est dans la société capitaliste la cause de l'augmentation de l'inégalité sociale, de l'accroissement de la distance entre les possédants et les non possédants, et de l'aggravation de l'insécurité de l'existence du sans travail et de privations multiples — atteignant les masses ouvrières toujours plus grandes.

Mais au fur et à mesure que se développent toutes ces contradictions propres à la société bourgeoise, croit aussi la colère des masses ouvrières et exploitées contre le régime actuel, augmente le nombre des prolétaires ainsi que les possibilités de s'organiser et enfin s'intensifie leur lutte contre les exploiteurs. En même temps le progrès de la technique, en concentrant les moyens de la production et de la circulation des produits et en localisant le processus du travail dans les entreprises capitalistes, accélère la possibilité matérielle du rempla-

La rationalisation

cement des rapports capitalistes de production par les rapports socialistes — c'est-à-dire la possibilité matérielle de la révolution socialiste qui est le but final de toute l'activité du socialisme international — traducteur conscient du mouvement de la classe prolétarienne.

En remplaçant la propriété privée pour les moyens de production et de circulation des produits par la propriété collective et en introduisant l'organisation méthodique du processus de la production sociale pour assurer intégralement le bien-être de tous les membres de la société, la révolution sociale du prolétariat supprimera la division de la société par classes et par là libérera toute l'humanité opprimée — ce sera, en effet, la fin de toutes les formes d'exploitation d'une partie de la société par l'autre.

La condition nécessaire de cette révolution sociale est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique, ce qui lui permettra de supprimer toute la résistance des exploiteurs. En s'imposant la tâche de rendre le prolétariat capable d'accomplir sa grande mission historique, le socialisme international organise le prolétariat en parti politique indépendant opposé à tous les partis bourgeois, guide toutes les manifestations de sa lutte de classe, lui explique la contradiction inconciliable entre les intérêts des exploités et l'éclaire sur l'importance historique et les conditions nécessaires de la prochaine révolution sociale. En même temps il montre aux autres masses ouvrières et exploitées que leur situation dans la société capitaliste est sans espoir et que la révolution sociale est nécessaire dans l'intérêt même de leur propre libération du joug capitaliste. Le parti de la classe ouvrière, la social-démocratie invite dans ses rangs toutes les couches de la population laborieuse et exploitée, pour autant qu'elles acceptent le point de vue du prolétariat.

Le capitalisme mondial est arrivé à présent — depuis le commencement du XXe siècle environ — à un certain degré d'impérialisme. L'impérialisme, c'est-à-dire l'époque du capital, des banques, est un système économique tellement développé que les organisations monopolistes des capitalistes — les syndicats, les cartels, les trusts, — ont acquis une importance décisive, que le capital des banques, fortement concentré, s'est fusionné avec le capital des industries, que l'exportation du capital dans les pays étrangers s'est étendue dans de très grandes proportions, que le monde entier est déjà partagé territorialement entre les plus riches Etats et que le partage du monde a commencé à s'effectuer économiquement entre les trusts internationaux.

Les guerres impérialistes, c'est-à-dire les guerres pour la domination du monde, en vue des marchés du capital des banques, pour l'oppression des nations petites et faibles ,dans ces condiitons sont inévitables. Aussi la première grande guerre impérialiste 1914-1917 a-t-elle précisément ce caractère.

Le degré excessivement développé du capitalisme mondial en général; le remplacement de la libre concurrence par le capitalisme monopoliste; la création par les banques et par les associations capitalistes, d'un instrument régularisant socialement le processus de la production et de la distribution des produits; l'accroissement de la cherté de la vie et de l'oppression de la classe ouvrière par les syndicats capitalistes, le renforcement de la dépendance économique du prolétaire dû à l'extension des monopoles ayant comme résultat l'aggravation énorme des dificultés pour la lutte économique et politique du prolétariat; la terreur, la misère, la désolation, la sauvagerie — tout cela fait du stade moderne du développement du capitalisme l'ère de la révolution prolétarienne socialiste.

Cette ère a commencé. La révolution prolétarienne socialiste, seule, peut mener l'humanité hors de l'impasse constituée par l'impérialisme et par les guerres impérialistes. Quelles que soient les dificultés de la révolutio net ses insuccès temporaires éventuels, la victoire définitive du prolétariat est inévitable.

A l'ordre du jour de l'époque contemporaine s'est inscrite, forçant les conditions objectives, la préparation immédiate et générale du prolétariat pour la conquête du pouvoir politique, pour la réalisation des mesures économiques et politiques qui forment l'essence de la révolution socialiste.

L'accomplissement de cette tâche — qui demande l'union fraternelle la plus étroite et l'unité la plus prochaine de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière de tous les pays avancés — n'est pas réalisable sans la rupture immédiate et de principes avec la dénaturation bourgeoise du socialisme qui a emporté la victoire dans les couches supérieures de la plus grande part des partis socialistes officiels. Cette dénaturation est constituée d'une part par le courant du social-chauvinisme, socialisme en paroles, chauvinisme en faits, qui par le mot d'ordre: « défense de la patrie », couvre la défense des intérêts de brigands de « leur » bourgeoisie; d'autre part, par le courant aussi large et international du soi-disant « centre », lequel est pour l'unité avec les social-patriotes, pour le maintien ou la réparation de la seconde Internationale, laquelle a fait banqueroute et a chancelé entre le social-chauvinisme et la lutte révolutionnaire internationale du prolétariat pour la réalisation du régime socialiste.

Dans le moment présent, devant le parti du prolétariat se dresse la tâche immédiate de la lutte pour le régime d'état qui garantirait de la meilleure façon le développement économique et les droits du peuple en général ainsi que la possibilité au passage le moins douloureux au socialisme en particulier.

Le parti du prolétariat ne peut pas se contenter de la république parlementaire bourgeoise qui partout dans le monde maintient et s'efforce de conserver pour toujours les instruments monarchiques de l'oppression des masses: la police, l'armée permanente, la bureaucratie privilégiée.

Le parti lutte pour une république plus démocratique — la république des prolétaires et des paysans, dans laquelle la police et l'armée permanente seront complètement supprimées et remplacées par l'armement général du peuple, par la milice qui embrasse tous les individus. Toutes les personnes occupant un poste public deviendront non seulement éligibles, mais aussi amovibles à n'importe quel moment, sur la demande de la majorité de leurs électeurs; les appointements, afférents à toutes ces personnes, sans aucune exception, ne devront pas dépasser le salaire moyen d'un bon ouvrier; les institutions parlementaires seront peu à peu remplacées par les conseils des représentants du peuple (des diférentes classes et professions ou différentes localités) qui vimultanément légifèreront et mettront les lois en pratique.

La constitution de la République démocratique de Russie doit garantir:

1. *L'autocratie du peuple; tout le pouvoir suprême dans l'Etat doit appartenir aux représentants du peuple, élus et amovibles par le peuple à n'importe quel moment, et qui forment une seule assemblée ou Chambre.*

2 Le droit électoral général, égal et direct pour toutes les élections à l'assemblée législative ainsi qu'à tous les organes locaux du « self-government », pour tous les citoyens et les citoyennes ayant atteint l'âge de 20 ans; le vote secret; le droit de chaque électeur et électrice d'être élu à toutes les institutions représentatives; le parlement rééligible tous les deux ans; des appointements pour les représentants du peuple; *la représentation proportionnelle pour toutes les élections; l'amovabilité de tous les délégués et les élus à n'importe quel moment sur la décision de la majorité de leurs électeurs.*

3. Un large « self-government » local; un self-government régional pour les régions qui ont des conditions de vie spéciales et dont la population a une composition particulière; *la suppression de toutes les autorités locales et régionales qui sont nommées par l'Etat.*

4. L'inviolabilité de la personne et du domicile.

5. La liberté illimitée de conscience, de la parole, de la presse, des réunions, des grèves et des associations.

6. Suppression de toute condition susceptible d'empêcher l'ouvrier de se déplacer et liberté des métiers.

7. La suppression de tout état social privilégié et l'égalité complète de tous les citoyens indépendamment de toute question de sexe, de religion, de race et de nationalité.

8. Le droit pour la population d'avoir l'instruction dans sa langue maternelle — garanti par la création des écoles nécessaires au compte de l'Etat et des organes du self-government; le droit pour chaque citoyen de parler aux réunions dans sa langue maternelle; l'introduction des langues maternelles dans toutes les institutions publiques et d'Etat; *la suppression de la langue d'Etat obligatoire.*

9. *Le droit, pour toutes les nations qui forment l'Etat russe, de se séparer complètement et de créer leur propre Etat. La république du peuple russe doit attirer à elle les autres peuples et nationalités non par la violence, mais exclusivement par le consentement spontané à la création d'un Etat commun. L'unité et la réunion fraternelle des ouvriers de tous les pays ne sont pas compatibles avec la violence directe ou indirecte employée contre les autres nations.*

10. Le droit pour chaque citoyen de citer devant le tribunal des jurés, selon la procédure commune, chaque fonctionnaire.

11. *L'élection par le peuple des juges et des personnes remplissant quelque poste public, civils aussi bien que militaires, l'amovibilité de toutes ces personnes à n'importe quel moment sur la décision de la majorité de leurs électeurs.*

12. *Le remplacement de la police et de l'armée permanente par l'armement général du peuple; les ouvriers et les employés recevront leurs salaires habituels pendant toute la durée du service dans la milice populaire.*

13. La séparation de l'Eglise de l'Etat et celle de l'Ecole de l'Eglise; *la laïcisation complète de l'école.*

14. *L'instruction gratuite et obligatoire, générale et polytechnique (qui donne des connaissances théoriques et pratiques de toutes les branches principales de production) pour tous les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de seize ans; la liaison étroite de l'instruction des enfants avec le travail productif et utile de ceux-ci pour la société.*

15. *La distribution à tous les enfants de la nourriture, des habits et des fournitures scolaires, etc., au compte de l'Etat.*

16. *La transmission de toute l'œuvre de l'instruction populaire aux mains des organes démocratiques du self-government local; l'élimination du pouvoir central de toute ingérence dans la fixation des programmes d'études et dans la nomination du personnel enseignant; l'élection directe des instituteurs par la population et droit pour celle-ci de révoquer les instituteurs indésirables.*

Comme condition fondamentale de la démocratisation de l'assiette financière, le parti demande la suppression de tous les impôts indirects et l'introduction de l'impôt progressif sur le revenu et les héritages.

Le haut degré du développement du capitalisme déjà réalisé dans l'œuvre des banques et dans les branches d'industrie apparentées aux trusts d'une part, la désorganisation créée par la guerre impérialiste qui nécessite partout le contrôle public sur la production et la distribution des principaux produits, d'autre part, poussent le parti à demander la nationalisation des banques, des syndiacts capitalistes (trusts), etc.

(A suivre.)

Notre expérience

—o—

Voici la fin d'un article d'Arthur Labriola, ancien ministre italien, après avoir été syndicaliste révolutionnaire. Toutefois, le fascisme l'a vu à l'opposition et il eut à subir des persécutions, jusqu'au moment où il put se réfugier à l'étranger. L'article a pour titre Notre expérience, *mais en réalité c'est l'expérience faite par tous les peuples et non seulement l'Italie. Disons que nous ne nous faisons aucune illusion sur l'auteur da le conclusion anarchiste qu'on va lire; il la reniera aussitôt qu'il verra la possibilité de revenir au pouvoir, mais elle n'en reste pas moins éloquente.*

—

Le coffre-fort a célébré l'union symbolique de toutes les institutions du passé, et sur son autel celles ci rendront ensemble leur belle âme à Dieu.

Le coffre-fort et l'Etat fort, car l'Etat fort est un formidable instrument de capitalisme, comme l'enseigne toute l'histoire de l'économie. La richesse à elle seule n'aurait jamais réussi à rien contre le travail, qui est le nombre et la probité. Mais elle réussit, lorsque l'Etat la soutient. Toutes les grandes aventures historiques du capitalisme: le pillage colonial, la destruction de la propriété paysanne, la traite des nègres, l'esclavage dans les plantations, la création artificielle du salariat, le protectionnisme, l'impérialisme — se réalisèrent grâce au bras séculier de l'Etat. Partout où il y a un crime à consommer ,une énorme monstruosité historique à réaliser, quelque étonnante iniquité à commettre, quelque beauté, quelque bonté à détruirl et piétiner, l'Ltat montre son museau satanique, et sous sa mâchoire il n'y a pas de fleur de beauté qui ne soit broyée. Et c'est avec raison que le fascisme — autrement dit la fourberie et l'ignominie issues triomphantes de la matrice de l'hyperbole — vante la religion dl l'Etat. Sans l'Etat fort il n'y a pas même de malice forte et de cruauté résistante. Le fascisme et son Etat sont une seule chose, parce que l'Etat est espionnage, escamotage, provocation et tyrannie, et le fascisme se reconnaît à tous ces signes.

Le radicalisme de la révolution italienne n'est pas seulement le radicalisme qui arrache des hypogées les éléments de la dégénération de l'Italie. C'est le radicalisme des illusions évanouies et des formules conventionnelles dissipées. Lorsque ce cauchemar du fascisme aura été chassé, nous ne pourrons en créer un autre, en acceptant la fable de l'Etat qui peut être ceci ou cela, selon que les uns et les autres en deviendront les maîtres. *C'est la libre individualité que nous devrons affranchir.* Cet affranchissement ne s'opère point en substituant à une calotte de plomb une calotte de bronze. Cet affranchissement s'opère en brisant toutes les calottes. La vengeance du long supplice italien sera une expérience que nous fournirons au monde. La transformation des institutions et des rapports devra surgir de la spontanéité et de la liberté. Nous n'entendons pas aller à l'Etat. Nous entendons revenir de l'Etat à l'individu, à l'association. Et nous devrons au fascisme — avec son orgie d'étatisme — le dégoût salutaire de l'autorité figée dans l'Etat.

Faire garder les pauvres en bourgerons par les pauvres en uniformes, voilà le secret de la tyrannie et le problème des gouvernements.

Figaro du 7 mars 1891.

Chronique genevoise

—o—

La grande détresse.

La Chronique judiciaire des quotidiens relate des faits bien tristes, sur lesquels malheureusement les lecteurs ne s'arrêtent pas longuement. Il y aurait pourtant là matière à réflexions utiles bien plus que celles que peut inspirer toute la politicaillerie. A preuve ce cas que nous relevons parmi tant d'autres de condamnations révoltantes:

Comparaissent ensuite deux pauvres diables, Adolphe B., manœuvre, Autrichien, et sa femme, Adrienne B., qui sont poursuivis pour allure suspecte. Le président s'étonne de ce nouveau délit que le Code pénal n'a pas prévu. Il s'agit en réalité de deux pauvres hères, déguenillés, sans gite, qui vagabondent dans la région d'Hermance. L'époux B. reconnaît avoir demandé dans une ferme un morceau de pain et une assiette de soupe qui lui furent accordés de grand cœur. C'est ce que le gendarme appelle de la mendicité. Pour ce fait, le tribunal condamne Ad. B. à trois jours de prison compensés par la préventive. Quant à l'épouse, elle est acquittée.

La *Tribune de Genève*, relatant le même cas dit, elle aussi, que « ces malheureux qui sont dans la plus pitoyable des misères, provoquent une pénible impression ». Ce qui n'a pas empêché la condamnation d'un homme coupable d'avoir eu faim. Il est vrai que sa femme acquittée avait aussi fait de la prison entre temps.

Ces cas ne sont pas faits pour troubler l'ordre bourgeois, qui ne se sent menacé précisément que par ceux qui voudraient les faire disparaître.

Union des Exploiteurs.

Nous avons à Genève un parti baptisé U.D.E., que nous avons traduit par Union des Exploiteurs, par le fait qu'il a été formé avant tout par l'ensemble des associations patronales de Genève. Son porte-parole, le jeune avocat Julien Lescaze, ne laisse pas échapper une occasion pour dire son angoisse de voir la vague rouge monter. Ecoutez ses paroles:

J'ai dit: angoisse, et le mot n'est pas trop fort, car la situation est plus périlleuse qu'on ne le croit. Des cercles de plus en plus étendus, s'ils ne sont pas socialistes, sont smpathisants ou sont désarmés devant la propagande socialiste, car ils n'ont pas à leur disposition une doctrine et des idées qui puissent s'opposer aux affirmations de l'extrême-gauche.

Il y a un travail de presse, de propagande, d'organisation qu'il importe d'entreprendre si l'on ne veut pas continuer à descendre une pente de plus en plus rapide.

Hélas! pour le moment la bourgeoisie ne nous paraît pas bien menacée. Tant qu'elle ne l'est que sur le terrain parlementaire, nous estimons qu'elle n'a rien à craindre. Et puis, elle peut faire encore bonne figure si en fait de régime nouveau, il ne lui est opposé qu'une dictature fasciste ou bolcheviste.

M. Lescaze, lui, pense résoudre tous les problème avec la corporation. Il ignore que maîtres et ouvriers typographes l'avaient déjà réalisée et que leur communauté professionnelle n'a pu éviter les conflits, de même que le régime corporatif fasciste n'a pu les supprimer non plus. Prétendre accorder exploités et exploiteurs est tout simplement absurde. L'accord ne peut résulter que du fait de supprimer l'exploitation. Or, M. Lescaze cherche tout simplement un moyen plus adroit de l'imposer; nous pouvons lui prédire à coup sûr qu'il n'y réussira guère. Il ne reste qu'à vouloir la justice et non pas des accommodements plus ou moins savants avec l'injustice.

L'enfant disparu.

Le lundi 24 mars dernier, dans l'après-midi, le petit Guy Neubert, âgé de sept ans, disparaissait. Ses parents affolés s'adressèrent par la voie de la presse à tout le monde pour retrouver le pauvre petit. Leur appel fut entendu à tel point que dimanche dernier huit cents personnes s'étaient mises à sa recherche. Nulle trace, malheureusement, n'a été relevée. On suppose que l'enfant a glissé dans l'eau et que le courant fort en cette saison l'a emporté et noyé.

Mais cet événement nous ramène à la période de guerre. Il y avait alors chaque jour des dizaines de disparus. Nulle émotion ne frappait la foule, en dehors des parents eux-mêmes. Et ces disparitions signifiaient le plus souvent des morts atroces. Pourquoi une vie humaine paraît-elle avoir aujourd'hui tant de valeur, alors que pendant la boucherie mondiale des centaines de mille vies paraissaient ne compter pour rien?

Les canailles qui veulent perpétuer dans le monde le militarisme attendent donc qu'une fois de plus l'existence de nous tous soit méprisée et sacrifiée pour d'inavouables intérêts mercantiles des ambitions infâmes ou de criminels projets de réaction.

Vous toutes, mères, songez qu'après que vos petits Guy auront dix-huit ou vingt ans,

on viendra vous les prendre pour les faire disparaître dans un enfer qui dépasse en horreurs toutes celles imaginées par Dante. Et dites-vous qu'une société qui ne saurait se passer de militarisme, ne peut que perpétuer la pire forme de crime dans le monde, le crime frappant des millions d'hommes, sans qu'il soit possible d'accuser tel ou tel criminel, car les victimes ellesmêmes se trouvent être parfois des coupables.

Elections judiciaires.

Les bons électeurs vont être appelés à se donner des juges, autrement dit à choisir parmi des individus qui pour la plupart leur sont inconnus, des maîtres qui disposeront de leurs biens, de leur liberté et de leur vie. Les partis bourgeois vont se coaliser; les socialistes se seraient mis aussi avec eux, moyennant deux ou quatre places dans le corps judiciaire en plus de celles qui leur ont déjà été octroyées, mais ils ont essuyé un refus, et alors ils ont décidé de ne voter qu'une liste incomplète à part. Ont-ils jamais pensé à cette énormité: un socialiste appliquant la loi bourgeoise faite en haine du socialisme?

Il paraît bien que non, mais en tout cas ils ont bien pensé qu'il y avait là aussi des places à prendre. Et à cet effet les candidats ne manquent jamais!

A RELIRE

—o—

LE PLAN QUINQUENNAL

Dans le nº 31 du Bulletin Communiste, *Boris Souvarine cherche à établir ce quest en réalité le plan quinquennal. Nous ne pouvons le suivre dans son exposé quelque peu touffu, mais voici une conclusion qui mérite d'être soulignée:*

Comment Staline en est-il arrivé à se persuader de l'existence d'une base matérielle soviétique suffisante pour en finir avec la petite exploitation privée, en deux ou trois ans? C'est ici qu'on découvre un des principaux effets du régime politique bureaucratique et policier dont il est l'incarnation. Entre Staline et la réalité soviétique, il y a un écran de cinq millions de fonctionnaires. L'optimisme qui émane de cette caste relativement satisfaite s'exprime sans contradiction possible par son porte-parole qualifié. Staline ne peut entendre que l'écho de sa propre voix, c'est-à-dire rien du tout. Il a complètment oublié ce qu'il disait cinq ans plus tôt, avant d'être devenu dictateur absolu par l'abdication complète du Parti autrefois communiste: « *Ou nous permettrons aux paysans sans parti et aux ouvriers de nous critiquer, ou l'on nous fera subir malgré nous la critique insurrectionnelle. L'insurrection géorgienne était une critique. Celle de Tambov aussi. Celle de Cronstadt pas moins. Ou nous renoncerons à l'optimisme bureaucratique et nous nous laisserons critiquer par les travailleurs qui pâtissent de nos fautes, ou le mécontentement s'accumulera et nous aurons une critique traduite par des soulèvements.* » (Discours à Moscou, *Corr. Int.*, nº 10, 1925). Aujourd'hui, il croit à l'omniscience du Guépéou et à la souveraine vertu de la peine de mort pour la solution de toutes les difficultés sociales — et il dicte lui-même les félicitations qu'il se fait envoyer par ses sujets. De même, il se trompe d'abord sur le Plan avant de se faire tromper par ses experts et de tromper ensuite ses sous-ordres; en voici une illustration particulièrement frappante, tirée de la brochure: *Qu'est-ce que le plan quinquennal?* Qu'on se représente la salle du Grand Théâtre, bien choisie pour une telle mise en scène, pleine de fonctionnaires subalternes dits « délégués » regardant bouche bée la tribune sur laquelle s'accomplit électriquement le miracle du Plan:

« Le contenu du plan a été présenté d'une manière extrêmement impressionnante aux délégués du Ve Congrès des Soviets de l'Union soviétique au printemps de 1929. C'est Krjijanovski, le président de la Commission de l'Economie rationnelle de l'Union soviétique, qui rapportait sur le plan quinquennal. Près du pupitre de l'estrade était déployée verticalement une grande carte de l'Union soviétique. Lorsqu'il énuméra les nombreuses stations électriques nouvelles qui seraient édifiées au cours des cinq prochaines années et qu'il indiqua les lieux où elles s'élèveraient, de petites lampes électriques s'allumaient aux points correspondants de la carte. Lorsque Krjijanovski parla de la construction des hauts fourneaux projetés, de nouvelles lampes brillèrent, la même chose se reproduisit lorsqu'il indiqua les fabriques de machines, mines de charbon, puits de pétrole, fabriques de textile, de produits chimiques qu'on projetait de construire ou qui étaient en construction. Des ampoules brillantes de plus en plus nombreuses couvrirent la carte. A l'évocation des nouvelles grandes fabriques de céréales que l'Etat allait édifier dans les prochaines années, l'obscurité des steppes et des régions désertiques inhabitées s'illumina à son tour. Lorsque la partie du rapport concernant le grandiose programme de construction fut terminée, la carte tout entière n'était qu'une masse étincelante, une profusion de taches de lumière, roses, blanches, vertes, multicolores. On ne peut comparer la solennité de cet instant qu'aux événements de Novembre 1917. Lorsque Krjijanovski, montrant la carte étincelante, dit à voix très basse, comme s'il ne s'agissait que d'une remarque secondaire: « Voilà pourquoi nous avons lutté », un enthousiasme inouï s'empara de tous les auditeurs. Un quart d'heure durant crépita la tempête d'applaudissements. Les larmes vinrent aux yeux du rapporteur. Il dut interrompre un instant son exposé. Ce fut un des grands moments historiques de la révolution prolétarienne. »

Tels sont les procédés de music-hall à l'usage d'un « Congrès des Soviets » censé représenter le peuple russe délibérant sur ses destinées. Voilà comment on vote un « Plan quinquennal ». Il y a aussi toute une littérature pédantesque, à l'intention des ratés de la sociologie préposés aux serviles besognes de propagande, où il n'est question que de dynamiques, de rythmes, de coefficients, de poids spécifiques et autres procès sus dialectiques. Mais il y a de moins en moins de pain et il n'y a plus du tout de libertés. « *Avant la révolution*, écrit Grinko, *environ 5 millions d'habitants sur 135 mangeaient à peu près à leur faim; tous les autres traînaient une existence misérable.* » La proportion n'a guère dû changer. Et si, par hypothèse, la production soviétique devait un jour atteindre au niveau prévu par les faiseurs de plans, l'incapacité d'achat des consommateurs obligerait de l'écouler à perte sur un marché mondial déjà passablement encombré.

Est-ce à dire que *rien* ne soit changé depuis douze ans en Russie, et plus particulièrement dans la structure économique au cours des dernières années? Il serait aussi vain de l'affirmer que de nier les conséquences du capitalisme tout en en condamnant le principe. Les nouvelles usines monstres, les centrales électriques géantes sont une réalité tangible, et la future campagne russe avec des tracteurs et des superphosphates sera différente de l'ancienne campagne aux araires de bois. Quelque opinion qu'on ait de la politique suivie, il faut tenir compte des traces ineffaçables qu'elle doit laisser. L'humanité progresse à travers ses catastrophes et la guerre même perfectionne des techniques de paix. Mais il y a des usines et des tracteurs ailleurs qu'en URSS et pas de socialisme. La question est donc de savoir si ces usines-là, ces tracteurs-là méritent d'être payés un tel prix, si une génération de prolétaires doit être sacrifiée pour un résultat accessible autrement et si le chemin du socialisme passe nécessairement par la misère et l'esclavage du prolétariat. L'homme existe-t-il pour l'industrie ou l'industrie pour l'homme? Et sous le prétexte abstrait de travailler pour l'avenir, ne compromet-on pas pour longtemps le futur du socialisme en faisant fi du présent des travailleurs? Nous avons ici, seuls dans toute l'Internationale, soutenu naguère l'initiative de l'opposition de gauche dans le sens de l'industrialisation de l'économie soviétique soumise à un plan d'ensemble et nous voici, par une amère ironie du développement de la situation, de nouveau seuls dans le mouvement communiste à réprouver un Plan selon lequel les usines ne peuvent être édifiées qu'avec les os des paysans et les machines lubrifiées qu'avec le sang des ouvriers.

Souvarine affirme ensuite que le passage au socialisme devait s'effectuer par le maintien de la Nep, *opinion que nous sommes loin de partager, et fait enfin cette remarque à propos de l'opposition trotskyste:*

Trotsky persiste à considérer le Plan comme réalisable avec une meilleure direction (celle de sa fraction), à rester indifférent envers la matière première humaine, à ne rêver qu'un changement de poigne aux leviers de commande. Nous sommes encore loin de compte.

Hélas! pour tous les autoritaires, le remède ne consiste-t-il pas toujours à leur remettre le pouvoir? Ensuite, comme le nègre, ils ne feront que continuer...

INDIVIDU ET ORGANISATION

Sur cet argument qui a été fort discuté dans nos milieux, donnons cette belle lettre d'Elisée Reclus qui précise le point de vue auquel nous nous plaçons aussi. Il est bon de la rappeler en ce moment où quelques camarades français paraissent pencher vers une organisation qui, sous prétexte de praticité, nous ramènerait à l'autorité.

A Monsieur Georges Senard.

Monsieur,

J'ai reçu il y a quelques jours, votre brochure *Socialisme libertaire et Anarchie*, dont je reconnais bien volontiers le langage courtois et modéré.

Plusieurs de vos critiques me semblent justes; cependant vous seriez probablement étonné si vos arguments m'avaient du coup convaincu de mon erreur.

D'abord, je constate que par son nom même l'anarchie-communiste ou, si l'on veut, l'anarchiste-socialiste ou bien l'anarchiste-collectiviste, comme disent nos frères les Espagnols, voit dans l'homme un être social non moins qu'un individu. Les seuls anarchistes qui ne pourraient en dire autant sont les anarchistes-individualistes qui disent. « Moi seul et c'est assez ». Vous savez qu'ils sont très rares et qu'il n'y a entre eux et nous d'autre ressemblance que celle du nom.

Je constate en outre, en étudiant la vie, en scrutant le fonctionnement naturel de tous nos groupes anarchistes, que dans nos organisations spontanées nous pratiquons fort bien la coordination des forces. Et de plus, cette coordination des forces, loin de nous laisser l'impression que nous avons amoindri notre liberté, nous donne la joyeuse exaltation de l'avoir centuplée: nous nous sentons devenus une individualité supérieure ayant une force collective infiniment plus grande que ne pouvait l'être notre petite force personnelle infinitésimale. Je me sens un avec le timonier du navire, avec le chauffeur, avec le mécanicien, avec le sondeur, avec celui qui, par les cartes, connaît le chenal, avec les marins qui le sondèrent, avec les constructeurs du navire et les géomètres qui en ont rendu la construction possible. Si quelque malotru vient par des menaces troubler cet ordre merveilleux d'un groupement libre, je me sens profondément révolté, car ce tordre, cette menace, diminuent ma liberté qui s'était si grandement, si noblement épanouie en moi dans la joie de l'œuvre commune.

En un mot, l'organisation est toujours défectueuse, régressive, en proportion des outrecuidances individuelles et des violences autoritaires qu'elle renferme; toujours belle et bonne en proportion du libre accord qui l'anime.

Mais je n'insiste pas. J'aurais mauvaise grâce à continuer la discussion, puisque vous « voulez bien prévoir un temps où la moralité sera assez haute et assez forte pour que la loi cesse d'être nécessaire comme moyen d'imposer le respect du droit égal d'autrui ». Eh bien! je crois pouvoir dire en toute modestie que je me sens vivre déjà dans cette ère nouvelle et que toute loi menaçante m'est une insulte. C'est avec horreur que je lis sur telle muraille, dans tel parc de la « libre » Helvétie: « Six francs d'amende; la moitié pour le délateur. »

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations cordiales.

Elisée RECLUS.

L'ELECTION DU CORPS JUDICIAIRE

L'Europe tout entière nous envie notre démocratie directe. Or, voici ce qu'en dit dans un journal bourgeois La Tribune de Genève, *M. Tony Roch, fascistisant, qui se place sans doute à un point de vue réactionnaire, mais qui n'en prouve pas moins qu'avec l'élection des juges par le peuple il n'y a eu rien de changé. Ce morceau vaut surtout pour nos lecteurs hors de Suisse.*

La manie de démocratie directe, qui est telle chez nous qu'il y a déjà quelque soixante ans Carteret s'écriait, à propos de ces prétendues conquêtes populaires, que c'était là de la « ferblanterie démocratique », nous a entraînés à décréter naguère que l'élection des juges se ferait au suffrage populaire. Nous allons donc procéder à fois nouvelle à cette formalité.

Nous disons bien « formalité », car il est de tout point impossible que l'immense majorité des électeurs — c'est-à-dire tous ceux d'entre nous qui n'appartiennent pas au monde de la basoche — sache le moins du monde pour qui elle votera exactement. Et il n'est au reste pas mauvais qu'il en aille de la sorte, car si nous connaissions nos magistrats de l'ordre judiciaire autant que nous connaissons les magistrats politiques, c'est que la justice ferait autant de bruit que la politique et, par conséquent aussi, une besogne qui ne convient pas du tout l'austérité de Thémis. A l'exception de notre très distingué procureur général, de ses substituts, qui requièrent devant les tribunaux, des juges d'instruction, du président de la Chambre d'instruction, du président du Tribunal de police, le « gros tas du monceau de la masse » serait incapable de citer deux ou trois noms de magistrats; c'est pourquoi, naturellement, le suffrage universel, apte à tout par définition, et qui, comme les grands seigneurs d'autrefois, sait tout sans avoir besoin de rien apprendre, est convié de nommer le corps judiciaire! La démocratie directe est emplie de charmentes distractions de ce genre.

Pourquoi l'élection des juges fut-elle soustraite au Grand Conseil?

Parce que, disait-on, cette élection au second degré était gauchie de tortueuses manœuvres politiques, et aussi parce que certaines grandes études, représentées dans notre petit parlement par leurs chefs, leaders tout désignés de par leur éloquence professionnelle, emportaient, comme on dit, « le morceau ». Nous voudrions bien savoir ce qu'il y a de changé à cet égard.

L'élection est maintenant faite, de par un accord préalable entre les partis dont l'union fait la majorité et, au sein de ces partis, la liste commune est élaborée par un comité nécessairement formé de « compétences ». En réalité donc, aujourd'hui comme hier, c'est la basoche qui fait les élections judiciaires et le peuple a simplement à donner, par son aval (comment le refuserait-il?), force de loi à la décision des « caucus ». Ferblanterie démocratique! Rien de plus.

Les passions politiques sont-elles pour autant jugulées? Allez le demander, par exemples, aux candidatures dissidentes présentées par l'extrême-gauche.

Mais puisque cet absurde mode d'élection existe, les bons citoyens se doivent d'apporter un témoignage de leur reconnaissance et de leur estime à nos magistrats de l'ordre judiciaire, en allant déposer le bulletin qui leur renouvellera la confiance qu'ils n'ont pas cessé de mériter dans l'exercice de leurs délicates et fatigantes fonctions.

Nous laissons à M. Tony Roche son admiration pour notre magistrature. Il nous souvient d'un temps où feu Pierre Moriaud lui reprochait de n'avoir pas été inquiété par la justice à la suite d'un traitement de faveur. Est-ce de là que viennent sa reconnaissance et son estime pour nos magistrats? Hélas! la très grande majorité des justiciables a plutôt à se plaindre de rigueurs que de faveurs!

TRIBUNE SYNDICALE

—o—

Où va le syndicalisme ?

Personne ne nous soupçonnera certes de la moindre sympathie pour les communistes. Nous avons donné une foule de raisons de notre franche hostilité à leur égard, dont voici les trois principales:

1. Ils ont propagé dans le monde le principe de dictature de parti et d'absolutisme d'Etat, que le fascisme a fait sien en prétendant accomplir une révolution aussi.

2. Ils ont baptisé du nom de communisme ce qui n'est de toute évidence que capitalisme d'Etat, permettant ainsi à la réaction de présenter comme échec socialiste l'échec d'une forme de l'économie capitaliste.

3. Ils ont persécuté, tué même, grand nombre de révolutionnaires sincères, justifiant ainsi les Etats bourgeois d'en faire de même en violation de quelques droits et libertés arrachés par les peuples avec les révolutions du passé.

Si nous ajoutons à cela la prétention des bolchevistes de vouloir tout dominer dans le monde entier, leur brutalité et leur manque de tout scrupule cyniquement avoué, il devient évident que nous ne pouvons que les combattre, quittes à les défendre lorsqu'ils sont victimes d'abus de pouvoir qu'eux n'hésitent pas à commettre pour leur compte, mais que nous ne saurions tolérer sans laisser créer des précédents bien propres à acheminer au fascisme

Cela dit, nous ne nous trouvons que mieux placés pour juger nos *autorités* syndicales. Appelons-les ainsi, car elles nous parlent surtout en tant qu'autorités.

A preuve ce communiqué de la Fédération suisse des typographes, qui ne doit pas différer de beaucoup de ceux d'autres fédérations:

Dans la votation générale du 3 mars 1922, la Fédération suisse des typographes a décidé à une majorité écrasante que l'appartenance à des noyaux et fractions communistes est incompatible avec la qualité de membre de la fédération; en outre, elle résolut de conférer au Comité central le droit d'exclure tout membre ne se conformant pas à cette décision.

Cette décision fut ensuite insérée dans les statuts fédératifs sous la forme qu'ont actuellement les lettres a), k) et l) de l'article 20. Elle est donc entièrement valable aujourd'hui encore

Mais on paraît, ici et là, ne plus s'en souvenir Car nous avons pu constater ces derniers temps que les communistes ont recommencé leurs machinations à l'égard des syndicats affiliés à l'Union syndicale, et ceci d'une manière qui doit être qualifiée de hautement coupable..

C'est un fait indéniable que le but des communistes est, aujourd'hui plus que jamais, de provoquer la scission dans les syndicats affiliés à l'Union syndicale. Ce faisant, ILS SERVENT SCIEMMENT LES ENNEMIS DE LA CLASSE OUVRIERE et se caractérisent par là comme nos pires adversaires. Il n'est pas loyal et encore moins possible de fraterniser avec les communistes tout en restant dans les rangs des ouvriers syndiqués au sein de l'Union syndicale. Qu'il soit dit une fois pour toutes que nous ne tolérerons pas plus longtemps ce double jeu. Les discussions avec ces démagogues n'ont que trop duré et nous avons malheureusement déjà perdu beaucoup trop de temps avec eux. Il faut enfin mettre fin

à leurs tentatives de scission et à leurs agissements dans les assemblées et qu'on en finisse avec eux. Celui qui se plaît mieux parmi les communistes et préfère leur travail de sape au travail syndical sérieux, n'a rien à faire chez nous. Qu'il se mette avec ceux qui ne cessent de nous calomnier et de nous tirer dans le dos. Nous sommes résolus à faire de l'ordre et à avoir une situation nette. Que les communistes et leurs acolytes prennent bonne note de cette déclaration significative et en tirent les conséqueces. C'est là un sérieux et dernier avertissement du Comité central. S'il ne devait pas suffire, le Comité central ne tergiversera pas avec ces perturbateurs et les mettra à la porte sans autre forme de procès, en se conformant aux décisions prises à Bienne et aux statuts fédératifs. Les éléments dont le but n'est que de compliquer le travail de la direction de la fédération et celui des comités de section, et de dégoûter les confrères de la fréquentation des assemblées, sont nuisibles au syndicat. Il est donc dans l'intérêt de la fédération de les en exclure.

Avec nos salutations confraternelles.

Berne, le 14 mars 1930.

LE COMITE CENTRAL.

*

Eh! bien, quels que soient les torts des communistes et tout en étant certains que s'ils se trouvaient à la direction de la Fédération, ils feraient encore pis, nous protestons contre les mesures dont ils sont menacés. L'accusation portée contre l'opposition communiste pourrait demain être renouvelée contre n'importe quelle opposition. L'art. 20 invoqué parle en effet d'exclusion de celui qui a « *calomnié et discrédité la classe ouvrière organisée en général et la fédération et ses organes en particulier* » et prévoit aussi le fait d'avoir « *porté préjudice aux intérêts de la fédération, de ses institutions ou de membres isolés* ». Que de fois nous mêmes avons été accusés de tout cela en raison de notre conception d'un syndicalisme autre que celui qui a fait de si pitoyables preuves depuis 1914 en présence de formidables événements historiques dans lesquels il aurait pourtant eu un rôle de premier plan à jouer! A remarquer que par un incompréhensible aveuglement, certains dirigeants, malgré l'impuissance constatée de millions de « conscients et organisés », n'en ont pas moins conclu qu'il fallait s'en tenir plus que jamais à la *vieille tactique éprouvée.*

Précisons. Nous croyons que la communauté professionnelle, c'est-à-dire une entente étroite entre organisations patronale et ouvrière, avec office de conciliation et tribunal d'arbitrage, soit à combattre; mais le Comité central, lui, y voit le suprême intérêt de la fédération. Conclusion: exclusion pour préjudice porté à l'intérêt de celle-ci.

Nous attaquons l'Union syndicale suisse pour son action conjuguée avec le Parti socialiste ou ses attaches avec le Secrétariat ouvrier fédéral et le B. I. T. Il sera facile d'y voir calomnie et discrédit pour les organes de la classe ouvrière et conséquemment motif encore à exclusion.

Nous avons toutes nos réserves à faire sur telle ou telle décision de comité ou de congrès. En tout cas, même en la subissant pour le moment, nous faisons campagne pour la supprimer ou la modifier Il ne sera pas difficile d'y voir motif à nous mettre à la porte sur la base des statuts.

La conception d'une autorité qui ne saurait être attaque, blâmée, contestée, est nettement fasciste. La démocratie signifie bien soumission à la majorité, mais avec droit d'en combattre les hommes, les idées et les résolutions.

L'Etat bourgeois ne pourrait-il prétendre que nous lui portons préjudice, le calomnions et le discréditons? A remarquer qu'il peut affirmer de parler au nom de la majorité et partant d'être fondé à nous frapper, d'après la conception de nos Centrales syndicales.

L'opposition est accusée de dégoûter les confrères de se rendre aux assemblées, mais à quoi bon les fréquenter s'il n'est permis que d'approuver les comités? Ne rêve-t-on pas de réunions en tout pareilles à celles précisément du Parlement italien où tout le monde est obligatoirement de l'avis du gouvernement?

Il nous est arrivé aussi de nous trouver dans des assemblées, où quelques-uns étaient venus évidemment pour faire œuvre de sabotage et rien de plus, mais il appartient alors à la masse des assistants de ne pas le tolérer et d'y mettre ordre.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur le communiqué ci-dessus, mais cet article est déjà trop long. Bornons-nous à relever encore deux points.

Qu'est-ce donc que cette accusation de *noyautage*, lequel ne consiste en somme que dans la formation de groupements très naturels de diverses tendances au sein d'une association quelque peu nombreuse? Le *noyautage*, c'est tout simplement l'existence de partis au sein d'un parlement. Voilà une chose dont nos parlementaires devraient être les derniers à s'étonner.

Enfin, nous relevons ce raisonnement: « Que ceux qui ne sont pas contents de rester avec nous s'en aillent. » C'est bien la décision qui, à première vue, paraît la plus logique. Mais la Fédération n'a-t-elle pas déjà essayé de faire admettre que ses membres seulement devaient être employés par les patrons? Et puis, n'est-elle pas avant tout et surtout une compagnie d'assurances contre le chômage, la maladie et l'invalidité? Or, les *assurés* par leurs versements ont acquis des droits et les en priver uniquement en raison de leurs opinions, c'est évidemment chose inadmissible. Nulle société bourgeoise d'assurances n'a jamais osé le faire.

Nous dénonçons actuellement la bourgeoisie surtout pour sa tendance à éliminer le droit démocratique et à le remplacer par l'absolutisme fasciste. Il ne faudrait pourtant pas lui en donner l'exemple dans nos propres groupements pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes!

L. B.

L'anniversaire de Tambol

—o—

Le 26 mars 1923, les anarchistes de Tambol, une petite ville d'environ 30,000 habitants, située dans la Bulgarie du Sud, organisèrent un meeting contre le décret du gouvernement Stamboulisky, ayant comme but le désarmement de la classe laborieuse.

Les travailleurs de Tambol furent convoqués à ce meeting à 6 heures du soir, mais une heure avant son ouverture les autorités locales l'interdirent et ordonnèrent aux travailleurs réunis à la place Kobourgue de se disperser. Les anarchistes prévoyant les conséquences de la soumission à ce décret gouvernemental résolurent de tenir le meeting malgré l'interdiction. Au décret gouvernemental ils opposèrent le mot d'ordre « Toutes les armes dans les mains du peuple! »

Cette opposition des anarchistes et des ouvriers aux ordres des autorités amena une révolte contre la police et contre l'armée. Après un jour de lutte courageuse main inégale les anarchistes et les ouvriers de Tambol furent obligés d'abandonner le champ de bataille. Le 27 mars fut un jour de massacre. L'état de siège avait été proclamé. On procéda au désarmement de la population et à l'arrestation des militants organisateurs du meeting. Dans la nuit du 27 mars, 14 cadavres attachés les uns aux autres restaient étendus dans la cour de la caserne du régiment de cavalerie, tandis qu'on fusillait dix camarades dans celle du génie et quelques autres un peu partout où ils se trouvaient. Le combat contre les forces gouvernementales n'avait fait que deux victimes, le massacre opéré ensuite en fit trente.

Les événements qui se déroulèrent ensuite dans le cadre national et international confirmèrent les prévisions des anarchistes bulgares que la réaction se ressaisirait et qu'elle passerait même à l'offensive.

En ces jours de commémoration de la Commune de Paris et de celle de Cronstadt, nous, anarchistes bulgares, rappelons au prolétariat international et aux anarchistes de tous les pays aussi, notre insurrection de Tambol, dirigée contre l'avènement du fascisme en Bulgarie.

Groupe bulgare de Paris.

Les religions sont comme les vers luisants: il leur faut l'obscurité pour qu'elles brillent. Schopenhauer.

LE RENTIER. — Comment? Vous avez mis sept heures pour faire cela?

L'OUVRIER. — Cela vous étonne? Mais vous faites, vous, quelque chose de plus étonnant: c'est de mettre sept jours par semaine pour ne rien faire.

Bibliographie

Sous le titre de *Gamins de Paris*, Léon Frapié, l'auteur émérite de *La Maternelle*, a romancé il y a plusieurs années déjà, l'histoire des « Ligues de Bonté ».

Je ne sais s'il existe encore des Ligues de Bonté dans les écoles primaires françaises; je ne sais s'il en a jamais existé qui aient fonctionné véritablement. Mais il est très certain que l'humanité recueillerait de bons fruits à en créer par tout le monde.

L'auteur a dédié son livre à Madame Eugène Simon, présidente-fondatrice des Ligues de Bonté. Mme E. Simon vit-elle encore? A-t-elle laissé des successeurs? S'il en existe, ils font moins parler d'eux que les derniers éphémères ministères et pourtant ils seraient plus utiles.

« Les Ligues de Bonté, dit un des personnages du roman, ont pour but d'élever l'idéal moral de l'enfant en fortifiant sa conscience et son jugement, soit: de développer son initiative pour le bien, de lui inculquer l'amour de ses semblables et le désir de protéger les animaux. L'enfant affilié à une Ligue de Bonté *doit se demander chaque jour, au réveil, ce qu'il pourra faire de bien dans la journée.* Le soir, il faut qu'il se rende compte du résultat obtenu. Ce résultat, il l'inscrit sur un cahier qui reste à la maison ou sur un papier non signé qu'il dépose dans une boîte mise dans la classe à cet effet. Les billets sont lus, en guise de morale, pour l'édification générale. »

Avec ces petits « billets », l'auteur nous promène dans la classe et dans la famille et c'est merveille de voir les instincts généreux de ces mamans en herbe et de ces papas à peine sortis du maillot.

Léon Frapié est, paraît-il, le mari d'une institutrice primaire de la Ville de Paris. Il a pu observer de très près les arrière-petits-fils de Gavroche et ses observations se sont réunies. Il y a près de trente ans, dans ce chef d'œuvre qui fut son premier volume, *La Maternelle.*

La Maternelle est une suite de récits, de paysages, de vues pris dans les écoles primaires avec un réalisme admirable et une saine sensibilité. *Gamins de Paris* nous ramène dans le même milieu, mais avec, cette fois, une idée directrice, une idée constructive facilement utilisable que l'on doit signaler aux éducateurs qui l'ignoreraient encore.

A. M.

Notes en marge

—o—

Avec le fascisme.

Nos camarades de Bienne nous signalaient dernièrement que le programme entouré de réclames d'une soirée fasciste italienne contenait aussi celles de la Société Coopérative de Consommation et de la Pharmacie coopérative, institutions dont les membres sont en majorité socialistes et syndiqués. Si l'on se rappelle que parmi les destructions fascistes, il y a eu aussi celle de toutes les anciennes coopératives de consommation et de production créées par les paysans et ouvriers italiens, il est permis de se demander par quelle inconscience les travailleurs de chez nous aideraient de leur argent le mouvement fasciste. C'est la question que nous posons aux coopérateurs biennois. Sans doute, il ne s'agit que d'un petit fait, mais il n'en est pas moins à regretter, à blâmer et à signaler à ceux qui ne l'auraient pas connu pour qu'ils interviennent efficacement une autre fois.

Pour Francesco Ghezzi.

Un comité international s'est formé pour réclamer la libération de ce camarade, contre lequel les bolchevistes ont lancé plusieurs accusations successives, sans jamais en prouver une seule. La dernière a consisté à affirmer qu'en 1927 une bombe fut lancée contre le Comité communiste de Moscou, et que l'auteur de cet attentat, « un certain Andréevitch, fut arrêté et avoua avoir fait partie du même groupe de Ghezzi qui avait préparé l'attentat.

Pour anéantir immédiatement ce mensonge, il suffira de rappeler que jamais en 1927 aucun journal officiel, publié en Russie dite soviétique, ne signala de bombe lancée contre le Comité de Moscou du Parti communiste russe. Il suffira, pour démasquer l'irresponsable auteur de ce canard se camouflant sous le pseudonyme de Effe, d'exiger de lui qu'il présente un journal quelconque de cette époque, émanant même de son Parti, qui relaterait l'attentat; le silence sur ce point démontrera que cette nouvelle est inventée de toutes pièces et créée pour les besoins de la cause.

Nous apprenons d'autre part, de source absolument sûre (que nous ne pouvons désigner pour ne pas livrer de nouvelles victimes au Guépéou), que Ghezzi est placé à Souzdal dans une cellule sombre et humide.

Ces deux manœuvres ne sont-elles pas liées entre elles? La première ne constitue-t-elle pas une « préparation morale » à l'étranger permettant de présenter plus tard l'assassinat de Ghezzi comme l'exécution d'un terroriste? »

Ainsi s'exprime une fort intéressante brochure qui vient de paraître en faveur de Ghezzi.

Il était bon de souligner cette dernière infamie lancée contre lui. Elle démontre irréfutablement le néant de toutes les accusations dont il a été accablé jusqu'à présent. Les fascistes ne se montrent pas plus canailles que certains staliniste.

Propagande religieuse.

Un camarade de La Chaux-de-Fonds nous écrit les lignes suivantes:

Les religieux sont tenaces et même bêtes, parfois. A preuve ce petit fait qui s'est passé chez nous.

Il se présente là la porte d'un ménage un colporteur qui offre sa marchandise, et quelle marchandise: le Nouveau-Testament, au prix de 50 centimes.

Et la dame de répondre: « Non, merci, Monsieur, t'est le chômage et nous avons besoin de notre argent pour manger. »

Et le bon religieux de répliquer: « Mais justement, Madame, le Nouveau Testament vous est nécessaire pour nourrir l'âme. »

La duplique ne se fit pas attendre: « Non, merci, si le Nouveau-Testament nourrit l'âme, ce n'est toujours pas l'estomac. »

En Allemagne.

Le gouvernement socialiste vient de céder la place à un gouvernement clérical, qui ne pourra durer que si tous les éléments franchement monarchistes et fascistes lui prêtent leur appui.

Le feront-ils ou préféreront-ils contribuer à créer l'une de ces crises qui permettent d'invoquer le sauveur, le dictateur, l'absolutisme providentiel?

L'expérience italienne devrait avoir mis en garde tous les peuples contre le danger fasciste. Malheureusement, on rêve de dictature même dans certains milieux révolutionnaires. où tous ne sont pas comme leurs chefs de mauvaise foi, et la dictature prônée par les uns sert à justifier celle invoquée par les autres.

Il y a à l'heure actuelle une atmosphère dictatoriale, quoi qu'on en dise, dans le monde entier, et notre propagande sincèrement libertaire a plus que jamais sa grande et urgente raison d'être.

Rappelons-nous qu'au fascisme une seule idée s'oppose avec le plus de logique: à la toute puissance de l'Etat l'élimination de l'Etat. Il est grand temps que nos camarades *retirés* éprouvent le besoin de se jeter avec plus de vigueur que jamais dans la lutte.

La politique militaire du gouvernement travailliste

Le budget de la guerre anglais, qui est maintenant publié dans ses détails, dénonce pour l'exercice avril 1930 à avril 1931 une diminution de 605,000 livres sterling sur celui de 1929-1930.

L'aviation disposera cependant de 1,650 mille livres de plus que l'année dernière.

Le budget de la marine a été diminué de 4,136,000 livres. La totalité de ces réductions est donc de 3,081,000 livres.

La diminution était de 2,5 pour cent pour 1925-1926; les années 1927, 1928 et 1929 dénonçaient aussi un pourcentage de diminution respectivement de 4,1 3 et 1 pour cent. Toutes ces réductions correspondent à la baisse de l'index des prix des articles nécessaires à l'armée.

Il serait donc totalement inexact de dire et de voir dans cette diminution de trois millions de livres du budget de la guerre un symptôme de désarmement inspiré par la politique socialiste du gouvernement.

Snowden, le ministre anglais aux finances, a d'ailleurs déclaré devant la Chambre des Communes, que le budget a été dressé de la même manière que toujours.

A ce point de vue non plus, la politique du gouvernement travailliste ne diffère en rien de celle de ses prédécesseurs, puisqu'il ne diminue quelque peu les dépenses de la marine que pour augmenter considérablement celles de l'aviation, de plus de dix pour cent.

En somme, le gouvernement anglais ne peut avoir lui aussi que ces bonnes intentions dont est pavé l'enfer.

SACCO ET VANZETTI

Superbe lithographie en quatre couleurs, format 50 × 65 cm, au prix de 1 franc l'exemplaire.

L'infâme chaise brisée, Thayer, Fuller et Elliott gisent sous elle, tandis que Vanzetti donnant la main à Sacco, répète à la foule les paroles: « Je veux un toit pour chaque famille, du pain pour chaque bouche, de l'éducation pour chaque cœur, de la lumière pour chaque intelligence ».